

Une nouvelle enquête de Trazibule sur les documents intitulés

« EFFORT FINANCIER DE L'ÉTAT EN FAVEUR DES ASSOCIATIONS »

Pour l'année 2024

Sources des données :

Vous trouverez ci-dessous les liens vers :

- le jaune budgétaire « Effort financier de l'État en faveur des associations » :
<https://www.budget.gouv.fr/documentation/file-download/28472>
- L'annexe - Liste des crédits attribués au monde associatif :
<https://www.budget.gouv.fr/documentation/fid-download/76946>

Bureau de la communication

Direction du Budget

Ministère chargé du Budget et des Comptes publics

Marseille le 31/10/2024

www.trazibule.fr

EFFORT FINANCIER DE L'ÉTAT EN 2024 EN FAVEUR DES ASSOCIATIONS

Ayant déjà réalisé des recherches sur les rapports concernant les subventions de toutes les associations et étant déçus des statistiques officielles, je me suis livré à quelques recherches en suivant mes propres hypothèses.

Le Bureau de la communication (Direction du Budget - Ministère chargé du Budget et des Comptes publics) m'a transmis ces liens :

- le jaune budgétaire « Effort financier de l'État en faveur des associations » : <https://www.budget.gouv.fr/documentation/file-download/28472>
- L'annexe - Liste des crédits attribués au monde associatif : <https://www.budget.gouv.fr/documentation/fid-download/76946>

Après un gros travail de reconstitution de tableaux à partir de ces documents dont la présentation interdit toutes statistiques directes, et contenant pas mal d'irrégularités et d'informations incomplètes, j'ai pu mettre sous forme informatique utilisable d'une façon que je crois fiable puisque les totaux affichés correspondent aux totaux calculés.

Une difficulté vient aussi du fait que les associations n'ont pas toujours un nom caractérisant leur domaine d'activité et des recherches complémentaires sont souvent nécessaires car une même association (même Siren) est enregistrée parfois sous des dénominations différentes.

La grande variabilité des abréviations utilisées plus de nombreuses fautes de frappe ne facilitent pas les comparaisons de textes automatiques.

J'ai vérifié ces associations qui portent des noms bizarres, telles que « 1 com 1 » ou « 1.5 » mais aussi j'ai aussi complété par une recherche sur leur numéro Siren celles qui n'étaient pas nommées.

Mais 30 associations n'ont pas de numéro SIREN et beaucoup ont un numéro de SIREN incomplet, de plus la mention NT Chorus indique que l'utilisateur du service Chorus censé enregistrer toutes les subventions n'a pas mentionné de SIREN et cela concerne 462 subventions. J'ai tenté d'en retrouver quelques unes

Je trouve ainsi des structures telles que

- « CENTRE DES METIERS DE LA MER DE PF » en Polynésie touchant 40 000 €
- « GCERF GLOBAL COMMUNITY ENGAGEMENT » domiciliées en SUISSE touchant 850 000 €
- « AIDE JURIDICTIONNELLE » touchant 1 333 995,00 €
- « CICR COMITE INTERNATIONAL DE LA » je complète Croix rouge touchant quatre subventions de 1 000 000 €, 6 250 000 €, 7 500 000 € et 28 300 000 € soit 43 050 000 €

En espérant que mes retouches n'aient pas causé d'erreurs... Si vous le souhaitez, je peux vous fournir le fichier nettoyé ainsi que le logiciel qui permet de faire toutes les analyses qui sont exposées dans ce rapport.

Pour cette année j'ai trouvé 113 490 subventions soit 10,6 % de plus que les 102 618 de l'année 2021 Pour un total de 11 770 090 056,50 € soit 11,6% de plus que les 10 543 352 960,84 € versés à 58 223 associations de Siren différents soit 13,9 % de plus que les 51 113 associations en 2021.

Je n'avais trouvé que 2 112 185 890 € pour l'année 2016 donc ces fonds ont augmenté de 557 % en 6 ans !

Voici déjà les mieux dotées à plus de 30 millions d'euros !

La plus dotée l'Ass internationale de développement double ses subventions !

En comparant avec l'année précédente elles ont en général toutes reçu nettement plus de subventions, à part AKTO (l'opérateur de compétences des branches professionnelles des services) qui a diminué de 127 millions à 48 alors que Uniformation passe de 38 à 53 millions. L'Opcommerce disparaît de cette liste ainsi que Ass Soutient du Théâtre Privé qui passe de 33,6 millions à 3,6 millions. OPCO Santé passe aussi de 34,1 à 3,6 millions! Transition pro Ile de France passe de 32 à 1,3 millions.

Mais Entraide Pierre Valdo qui s'occupe des réfugiés ainsi que Forum Réfugiés font partie de ces associations à plus de 30 M€.

Siren	Dénomination	Montant	Sub
NR CHORUS	ASS INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT	1 004 021 932,85 €	1,00
316344233	UNION NATIONALE DES CARPA	596 973 638,00 €	2,00
775680309	FJT - AMIENS LOGEMENT JEUNES - COALLIA	233 737 123,34 €	187,00
775672272	CROIX ROUGE FRANCAISE	188 225 617,62 €	703,00
417752805	FONGECFATRANSPORT	149 663 836,00 €	1,00
775684970	ASSOCIATION AUREORE	115 086 001,21 €	85,00
341062404	GROUPE SOS SOLIDARITES	105 160 324,42 €	150,00
431968601	FONDATION DE L ARMEE DU SALUT	89 673 809,04 €	71,00
317236248	EMMAUS SOLIDARITE	78 425 856,61 €	17,00
784308249	FONDATION NATIONALE SCIENCES POLITIQUES	77 229 270,80 €	52,00
784547507	FRANCE TERRE D ASILE	76 141 155,58 €	67,00
834983439	PARIS 2024 COMITE D ORGANISATION DES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES	74 980 886,00 €	7,00
775666704	FRANCE HORIZON	73 171 635,95 €	62,00
784668717	ASSOCIATION NATIONALE DE LA RECHERCHE ET DE LA TECHNOLOGIE ANRT	67 329 612,72 €	8,00
775684897	INSTITUT PASTEUR	65 137 269,40 €	36,00
353305238	CITES CARITAS	64 747 742,02 €	43,00
318732161	CENTRE D'ACTION SOCIALE PROTESTANTE - CS	61 676 595,65 €	24,00
784263501	FORMIRIS	53 525 456,95 €	4,00
882043672	EQUALIS	53 306 207,50 €	23,00
309065043	UNIFORMATION	53 300 931,52 €	15,00
853000982	AKTO	48 059 384,91 €	22,00
439808379	ENTRAIDE PIERRE VALDO	44 512 542,56 €	39,00
303200794	CICR COMITE INTERNATIONAL DE LA	43 050 000,00 €	4,00
849813852	OPERATEUR DE COMPETENCES INTERINDUSTRIEL	40 718 886,41 €	20,00
326922879	FORUM REFUGIES	35 340 171,26 €	44,00
810158956	ASSOCIATION DE GESTION DU FONDS PARITAIRE NATIONAL	32 600 000,00 €	1,00
775618929	ASS MIEUX ETRE ET LE LOGEMENT DES ISOLES	32 309 140,19 €	20,00
781626817	AGIR POUR LE LIEN SOCIAL ET LACITOYENNETE	30 956 976,96 €	15,00
389515180	SOLIDARITES INTERNATIONAL	30 087 199,00 €	13,00

Nic	Dénomination	Montant	Sub
00036	ASS INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT	527 052 389,14 €	1,00
01148	UNION NATIONALE DES CARPA	521 031 625,00 €	2,00
01148	COALLIA	217 832 188,02 €	170,00
35864	CROIX ROUGE FRANCAISE	181 531 139,33 €	678,00
00019	OPERATEUR DE COMPETENCES INTERINDUSTRIEL	174 331 643,56 €	24,00
00019	AKTO	126 952 441,21 €	25,00
00032	FONGECFA TRANSPORT	126 304 489,90 €	1,00
02265	ASSOCIATION AUREORE	101 262 220,40 €	72,00
00010	FONDATION DE L ARMEE DU SALUT	82 080 504,89 €	69,00
00478	GROUPE SOS SOLIDARITES	74 965 693,18 €	143,00
00019	FONDATION NATIONALE SCIENCES POLITIQUES	73 930 821,72 €	36,00
00144	L OPCOMMERCE	72 105 642,01 €	17,00
00066	INSTITUT PASTEUR	66 476 695,65 €	36,00
00017	EMMAUS SOLIDARITE	66 428 006,28 €	18,00
00050	ASSOCIATION NATIONALE DE LA RECHERCHE ET DE LA TECHNOLOGIE ANRT	64 287 462,55 €	8,00
00433	FRANCE TERRE D ASILE	63 074 282,48 €	63,00
00017	ATLAS SOUTENIR LES COMPETENCES	62 732 601,73 €	17,00
00975	FRANCE HORIZON	59 188 677,14 €	69,00
00035	CENTRE D'ACTION SOCIALE PROTESTANT	50 923 420,74 €	24,00
00233	CITES CARITAS	50 582 836,24 €	41,00
00057	FORMIRIS	49 903 936,00 €	2,00
00014	EQUALIS	49 407 055,08 €	24,00
00016	OPERATEUR DE COMPETENCES DES ENTREPRISES DE PROXIMITE	45 284 385,76 €	24,00
00021	ALTERALIA	39 848 076,32 €	5,00
00163	UNIFORMATION	38 664 604,34 €	20,00
00308	ASS MIEUX ETRE ET LE LOGEMENT DES ISOLES	35 081 078,42 €	21,00
00015	OPCO SANTE	34 154 930,68 €	13,00
00032	ASS SOUTIEN DU THEATRE PRIVE	33 615 240,00 €	3,00
00065	ASSOCIATION FRANCE ACTIVE	33 187 350,00 €	10,00
00013	ASSOCIATION DE GESTION DU FONDS PARITAIRE NATIONAL	32 600 000,00 €	1,00
00052	TRANSITIONS PRO ILE DE FRANCE	32 230 558,23 €	3,00

Observations sommaires : des associations caritatives c'est bien mais pourquoi trouve-t-on en tête l'association internationale de développement qui n'a pas de statut économique (aucun Siren) et qui a doublé ses subventions ? Cette Association est l'institution de la Banque mondiale qui se consacre aux pays à faible revenu. Fondée en 1960, elle complète l'action du premier guichet de prêt de la Banque mondiale, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD). Ces fonds destinés à l'Afrique, quelques pays du Moyen Orient et d'Asie devraient être issus du ministère des affaires étrangères.

Vérifions avec ce rapport complet de 2022 donne d'autres chiffres (Difficile d'être sûr qu'il s'agit des chiffres de l'année 2021 surtout qu'une petite ligne de l'en-tête indique rapport remis en novembre 2021) :

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Institutionnel/Niveau3/Pages/99e4e8e1-eb30-4a6d-a7a9-a0ffce39abf2/files/6b75aed5-9060-4a98-90dd-2e69210f1509>

Page 16 : 1,179 milliards de DTS (panier de plusieurs monnaies) dont 5,1% pour la France soit 6 013 000 DTS (taux 1.22) ce qui donne 7 336 000 € nettement plus que les 527 052 359 € de 2021 !

Il faut aussi savoir que toutes les subventions devraient être légalement enregistrées mais des dérogations restent possibles :

Afin de respecter la loi qui prévoit la présentation des « crédits attribués » sans prévoir d'exception, les cas de suppression concernent les secrets protégés par la loi.

Si vous souhaitez qu'une ligne n'apparaisse pas au jaune, indiquez dans la colonne « liaison » à la suite de ce qui y est déjà : « #S » suivi d'une explication.

file:///C:/Users/Alain/Downloads/1BLF-19-3360_annexe8_jaune_associations.pdf

5 La loi prévoit de lister les « crédits attribués » sans prévoir d'exception. Il s'agit des versements effectués quel qu'en soit le bénéficiaire effectif (qui n'est pas forcément l'association elle-même).

6 Le 2° de l'article L. 311-5 du CRPA énumère les secrets protégés par la loi. En pratique, il faut exclure des associations qui participent aux salons de ventes d'armes (secret commercial pour l'Etat).

7 Les programmes 612, 613 et 614 ne sont pas présents dans ces tableaux car ils ne sont pas gérés dans CHORUS.

(Ces programmes concernent les transports aériens)

Questions :

Pourquoi une association de transport passe de 126 millions à près de 150 ?

Pourquoi, malgré la laïcité promulguée en France, une association qui affiche dans son nom sa religion protestante peut-elle encaisser près de 62 millions en 23 subventions alors que la loi laïcité interdit de financer les cultes ?

FORMIRIS, « fédération des associations pour la formation et la promotion professionnelles dans l'enseignement catholique » passe de 50 à 53 millions existe-t-il moins de catholiques que de protestants en France ? En fait il existe beaucoup d'association mentionnant leurs convictions catholiques contre 2 seulement pour « protestant ».

Mais pourquoi AKTO qui perd plus des 2/3 est en disgrâce ? Cette association « agit auprès des entreprises pour permettre à tous les salariés et futurs salariés de trouver leur place et d'évoluer ».

Pourquoi trouve-t-on 2 279 subventions pour un total de 203 904 214,46 € pour des associations indiquées « Etablissement cessé » avec une date dont certaines remontent à l'année 2001 pour la plus ancienne et dont 735 datent d'avant 2020 ?

Je trouve aussi 264 subventions totalisant 18 130 569,47 € pour des établissements dont l'état administratif est indiqué « Fermé » suivi d'un nombre que je n'identifie pas.

En plus il existe 475 subventions pour un total de 1 077 590 196,94 € pour des associations dont l'état administratif est « non déterminé ».

C'est donc en tout un total de 1 299 624 980,87 € en 3018 subventions accordées à des structures dont on n'a pas la confirmation qu'elles soient encore actives !

Cas particulier le « COLLECTIF REGIONAL D'EXPERTS ET DE CITOYENS POUR L'ENVIRONNEMENT ET LE PATRIMOINE » domiciliée « St Seine Sur Vingeanne » reçoit 532,09€ en « prestation de service » mais n'a pas de SIRET et en cherchant je ne trouve que des établissements de même sigle CRECEP radiés en 2009.

En cherchant à partir de l'adresse je trouve cette structure « CRECEP Bourgogne-Franche-Comté créée le 29 mars 2013 auprès de la Préfecture de l'Yonne sous le n°W892000958 » mais l'annuaire des entreprises répond SIREN "892 000 958" est invalide.

Répartition par programmes

Priorité aux aides sociales.

Puis cette aide aux pays en voie de développement, complété encore par le poste 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » qui, ensemble consomment 11,03 % de toutes les subventions.

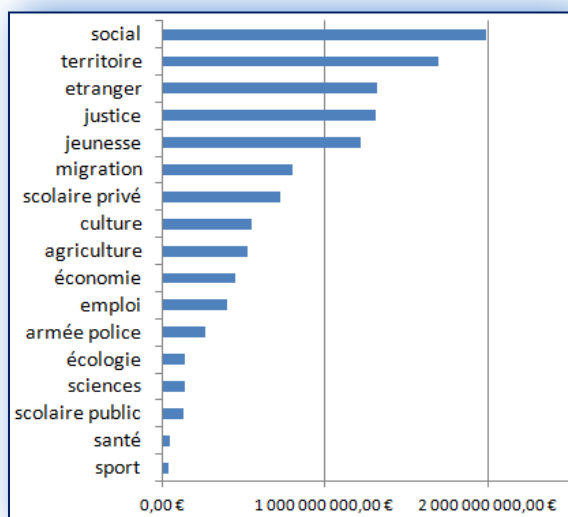
Ensuite viennent l'aide sociale, la vie associative, justice, etc...

Le fait que l'enseignement privé (en général confessionnel) arrive en 6^{ème} position avec 720,25 millions dans un pays qui se veut laïque, me semble grave.

En cherchant les termes <PRIVE> ou <PRIVEE> ou <PRIVES> ou <PRIVEES> on trouve 998 853 173,55 € cumulés en 6 876 subv. pour 1982 Ass. (GT)

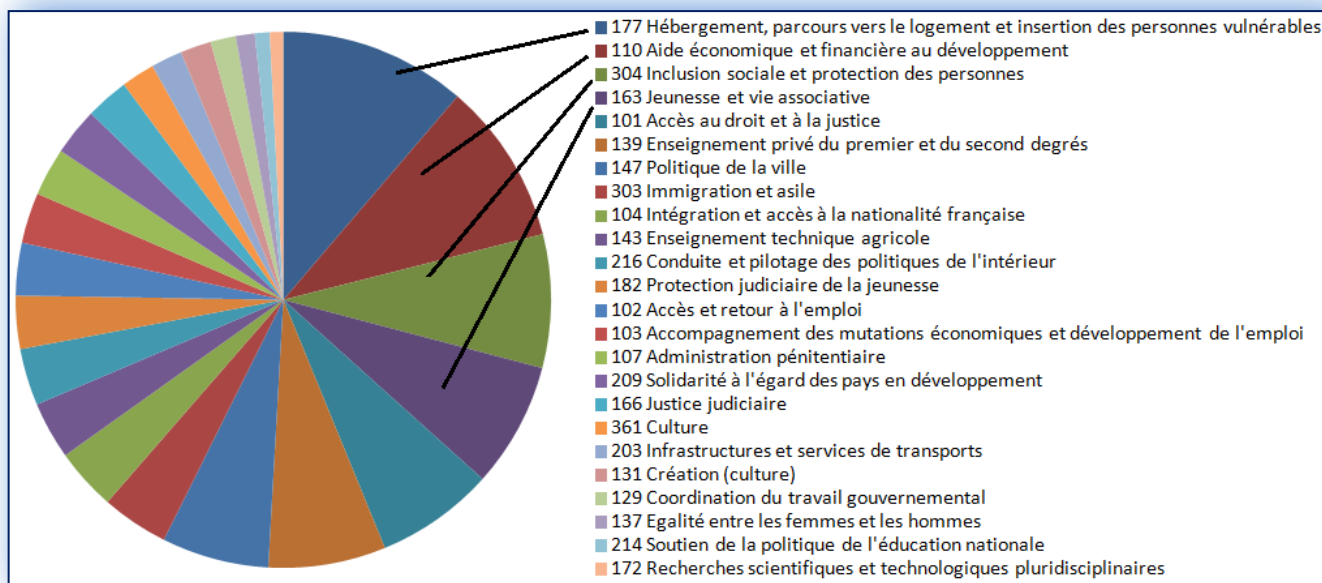
En tout cas les questions écologiques semblent loin d'être prioritaires (31^{ème} et 47^{ème} position).

Un regroupement par thème (choix intuitif à partir des dénomination des postes, je précise) donne cette répartition qui suggère les priorités de ces subventions.



Programmes	Total subv.	Nbr.subv.
177 Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	1 158 600 513,36	2 966
110 Aide économique et financière au développement	1 004 021 932,85	1
304 Inclusion sociale et protection des personnes	826 695 662,12	3 928
163 Jeunesse et vie associative	775 059 296,46	2 7136
101 Accès au droit et à la justice	735 703 948,41	865
139 Enseignement privé du premier et du second degrés	728 248 681,50	5 663
147 Politique de la ville	664 713 292,46	12 575
303 Immigration et asile	415 446 244,02	573
104 Intégration et accès à la nationalité française	384 279 025,04	1 599
143 Enseignement technique agricole	356 519 692,37	1 280
216 Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	351 976 844,92	3 236
182 Protection judiciaire de la jeunesse	329 586 453,50	2 592
102 Accès et retour à l'emploi	325 993 603,43	1 267
103 Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	312 657 387,19	1 098
107 Administration pénitentiaire	298 244 471,75	3 615
209 Solidarité à l'égard des pays en développement	293 798 019,00	330
166 Justice judiciaire	267 689 514,50	1 998
361 Culture	207 647 734,56	6 791
203 Infrastructures et services de transports	193 579 734,28	412
131 Création (culture)	191 578 653,67	3 640
129 Coordination du travail gouvernemental	156 989 448,43	1 390
137 Egalité entre les femmes et les hommes	117 773 141,14	1 475
214 Soutien de la politique de l'éducation nationale	92 031 465,86	1 658
172 Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	83 431 646,45	246
218 Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	81 948 758,00	773
144 Environnement et prospective de la politique de défense	71 110 152,23	97
232 Vie politique, culturelle et associative	66 281 686,43	39
141 Enseignement scolaire public du second degré	64 768 771,91	1 050
362 Plan de relance Écologie	59 495 548,55	747
150 Formations supérieures et recherche universitaire	57 983 351,80	205
113 Paysages, eau et biodiversité	55 252 535,30	772
178 Préparation et emploi des forces	51 030 816,74	1 382
111 Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	49 810 076,24	1 67
354 Administration territoriale de l'Etat	45 428 525,75	1 684
112 Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	39 006 663,45	813
135 Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	38 811 739,59	533
219 Sport	38 419 938,24	1 608
134 Développement des entreprises et régulations	36 330 389,30	220
156 Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	34 428 273,02	1 030
161 Sécurité civile	32 142 736,31	224
231 Vie étudiante	30 744 409,95	128
224 Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	29 313 647,35	644
169 Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	29 149 149,38	331
175 Patrimoines	27 734 304,26	1 343
180 Presse et médias	27 170 774,36	800
212 Soutien de la politique de la défense	24 963 092,47	675
217 Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mo	24 950 442,52	947
230 Vie de l'élève	24 497 656,25	958
206 Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	23 664 817,97	504
164 Cour des comptes et autres juridictions financières	23 660 572,51	74
176 Police nationale	23 398 578,92	1 103
142 Enseignement supérieur et recherche agricoles	23 254 825,48	36
364 Plan de relance Cohésion	22 273 277,71	225
181 Prévention des risques	21 379 123,90	326
174 Énergie, climat et après-mines	19 754 732,41	125
215 Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	19 344 079,38	352
205 Affaires maritimes	18 421 371,45	218
155 Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	18 294 509,78	347
207 Sécurité et éducation routières	16 504 372,21	1 149
124 Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et	16 225 414,50	151
146 Equipement des forces	15 960 187,32	143
185 Diplomatie culturelle et d'influence	15 580 550,37	287
152 Gendarmerie nationale	15 294 476,18	670
775 Développement et transfert en agriculture	14 741 552,07	34
148 Fonction publique	13 538 693,48	325
305 Stratégie économique et fiscale	12 267 887,23	143
149 Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la	12 237 437,28	51
105 Action de la France en Europe et dans le monde	11 266 822,01	227
140 Enseignement scolaire public du premier degré	10 471 513,41	992
159 Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorolo	10 027 422,82	414
302 Facilitation et sécurisation des échanges	9 961 149,83	257
310 Conduite et pilotage de la politique de la justice	9 490 401,55	575
109 Aide à l'accès au logement	6 422 435,67	94
723 Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'Etat	5 912 100,78	21
204 Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	4 941 525,33	92
157 Handicap et dépendance	4 909 898,04	102
776 Recherche appliquée et innovation en agriculture	4 529 771,49	18
380 Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	4 258 293,53	50
334 Livre et industries culturelles	3 835 512,91	203
613 Soutien aux prestations de l'aviation civile	3 616 966,57	46
902 Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	3 441 897,29	94
162 Interventions territoriales de l'Etat	2 807 725,12	60
119 Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	1 967 512,75	23
349 Fonds pour la transformation de l'action publique	1 963 649,74	55
138 Emploi outre-mer	1 798 804,61	96
363 Plan de relance Compétitivité	1 741 803,81	31
624 Pilotage et ressources humaines	1 698 550,17	10
123 Conditions de vie outre-mer	1 259 432,35	16
907 Opérations commerciales des domaines	985 849,45	23
165 Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	858 441,13	76
623 Edition et diffusion	813 131,58	22
614 Transports aériens, surveillance et certification	499 125,00	23
151 Français à l'étranger et affaires consulaires	416 420,00	23
382 Soutien aux associations de protection animale et aux refuges	302 385,70	11
348 Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	291 976,95	15
190 Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité d	276 702,76	2
612 Navigation aérienne	139 000,00	5
220 Statistiques et études économiques	113 229,03	11
192 Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	102 929,25	3
352 Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'Etat	44 237,96	2
308 Protection des droits et libertés	40 497,70	13
901 Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et	39 540,07	9
912 Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	7 093,32	3

Voici la répartition triés sur les programmes dont les totaux de subventions dépassent les 100 millions d'euros.



Méthodologie

Une formule de recherche appliquée à toutes les données choisies pour chaque subvention sélectionne celles acceptées et cumule les résultats en montant et nombre de subventions.

Exemple : < GENE> accepte toutes les mentions contenant les chaînes de caractères « génétique » ou « géant » mais exclu le terme « antigène » à cause de l'espace inscrit avant « gène ». Plusieurs thèmes peuvent être simultanément testés par les fonctions « ou » « et » mais en excluant les cas où un terme serait présent avec la fonction « pas ». La présence très fréquente d'abréviations complique la recherche, il faut donc souvent vérifier les textes réels pour vérifier la validité de la formule.

Ainsi pour trouver les subventions du ministère des finances aux restaurants la formule donne : (< FINANCE> pas (< FINANCER> ou < FINANCEMENT>)) et (< RESTAU > ou < RESTAURANT>)
Ainsi « finances » ou « finance » est accepté, et « financier » ou « restauration » sont refusés mais l'abréviation « resau » est acceptée mais l'abréviation « fina » pour finance n'est pas acceptée, d'ailleurs un « COMITE GESTION RESTAURANT FINA » (association qui a touché 130 900,88 € en 6 subv.) existe et n'est pas comptabilisé, d'ailleurs je n'ai pas trouvé de lien avec ou non le personnel des finances.

La recherche peut porter sur la dénomination et/ou commentaires de la subvention, et s'appliquer sur le fichier détaillé ou regroupé par Siren ou par nom. D'où les mentions : (DT) (D= fichier détaillé donc non regroupé, S=regroupé par Siren, N=regroupé par nom, G regroupé par nom et par Siren, T= tout donc dénomination et commentaires, C=commentaires, D=Dénomination).

D Aucun regroupement n'est fait sur les seuls noms de subventions
N le regroupement est fait sur le nom seulement
S le regroupement est fait sur le SIREN seulement
G le regroupement est fait sur le nom et le SIREN

D la recherche porte sur le nom de l'association (dénomination)
C la recherche porte sur l'objet de la subvention (commentaire)
T la recherche porte sur le nom de l'association et le commentaire (tous les textes)

Observations détaillées

Pourquoi six associations sont mentionnées avec une subvention égale à zéro ?

Pourquoi treize associations sont mentionnées avec une subvention inférieure à 10 euros le coût des écritures comptables du donneur comme du receveur dépasse largement le montant impliqué ?

Comme les années précédentes des associations multiplient leurs structures sous plusieurs N° de Siren ce qui additionne leurs subventions

Signalons aussi les OPCO (formation professionnelle) qui comprend aussi L'OPCOMMERCE OPCO MOBILITE et OPCO SANTE pour 3 subventions totalisant 24 151 084,67 € en 52 subv. pour 3 Ass.

Les Opcos, « *Un statut hybride entre public et privé* », seraient des "avatars" à l'identité juridique ambiguë qui devrait être clarifiée

<https://www.aefinfo.fr/depeche/601341-les-opco-des-avatars-a-l-identite-juridique-ambigue-qui-devra-etre-clarifiee-jean-marie-luttringer-arnold-brum>

On pourrait leur ajouter les OPCA sont aussi du même genre de statut et de même rôle 101 440,00 € en 2 subv. Pour 2 associations.

Parmi les premières associations servies, ce qui m'avait surpris en 2017 était le nombre d'associations liées au ministère des finances qui raflaient les plus grosses subventions qu'en est-il aujourd'hui ?

<FINANCES> : 28 866 610,36 € en 153 subv. pour 41 Ass. dont <FINANCES PUBLIQUES> : 6 136 624,66 € en 77 subv. pour 17 Ass. (GN)

La plupart des subventions concernent des restaurants : 17 639 361,26 € en 168 subventions soit 61% de ces subventions. Par comparaison les <RESTAU DU COEUR> qui nourrissent des gens qui en ont vraiment pas les moyens on reçu 17 fois moins avec 1 055 649,83 € en 2 subv. (DT)

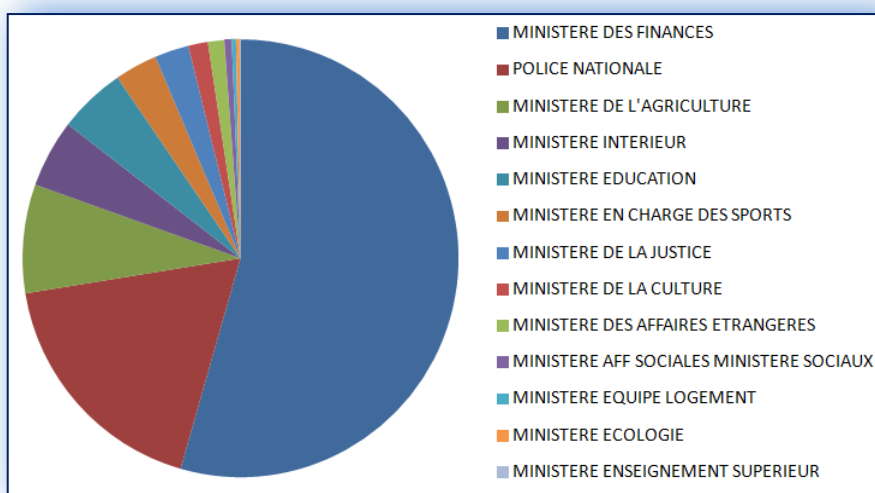
En 2017 ces subventions au ministère des finances représentaient 3,04 % du total de toutes les subventions, cette année cela représente 0,24% des subventions ou 0,27% si on retire le milliard de ASS INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT.

Mais d'une façon générale les ministères restent généreux avec leurs propres personnels :

<MINISTERE> 8 566 353,78 €
répartis en 146 subv. (DT).

Voilà, triés par totaux de subventions versées, les ministères les plus généreux envers leur personnel.

Cela confirme surtout la générosité du ministère des finances qui a lui seul dépasse nettement toutes les subventions accordées aux autres ministères.



La fabrication de ces données reste très délicate car l'usage quasi systématique des abréviations complique sérieusement la recherche, mais j'ai tenté de faire ce décompte le plus sincèrement possible.

Les subventions vers la police sont mentionnées bien que je ne sache pas si elles sont issues du ministère de l'intérieur, mais l'importance de ce résultat 2ème plus gros poste, mérite d'être mentionné ici.

Sinon, je n'ai rien trouvé pour les autres ministères : armée, fonction publique, ou celui du travail.

Le coin des délaissés !

Voici les associations les moins bien dotées, je trouve très triste de voir combien d'associations liées à la santé à l'écologie la culture ou le sport se retrouvent dans cette liste.

Mais pourquoi mentionner une subvention nulle ?

Et pourquoi créer des subventions de moins de 100 euros quand on sait que rien qu'une seule écriture comptable coûtera entre 60 à 90 € à l'association !

Programme	Siren	Dénomination	Montant
163	401445994	A.P.I.E.E.E	0,00 €
112	894903863	ANTROPIA - UNE MONTAGNE DE RESSOURCES	0,00 €
163	441236668	ASSOCIATION CIRCONFLEX	0,00 €
163	750065856	ASSOCIATION LIRE A MAYOTTE	0,00 €
163	893665034	ASSOCIATION MAREE MONTANTE	0,00 €
163	818738775	KUDAWYADA	0,00 €
163	781172770	MJC DE FRANCE	0,00 €
163	524961547	STADE DOMONTOIS RUGBY CLUB	0,00 €
216	885011056	CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LEVALLOIS	0,30 €
134	311146153	SECURITE SOCIALE DES ARTISTES AUTEURS	0,94 €
214	777549197	OGEC SAINTE JEANNE D ARC	4,14 €
156	392683363	ZEPHYR	5,00 €
206	917742413	ASSOCIATION LA FERME EXTRAORDINAIRE	5,36 €
217	316344423	CENTRE DE SOINS INFIRMIERS	6,08 €
141	317002996	ADMR LA SEVRE	6,30 €
140	304763253	ASSOCIATION SOINS SANTE	6,30 €
302	799645783	SOCIETE D ARBORICULTURE ET D HORTICULTURE DE WOUSTVILLER	7,16 €
134	390207272	AQUARIUM DU LIMOUSIN	8,10 €
129	493754246	SELIGMANN	9,00 €
214	481211415	UMRAC GROUPE DE BEAUVAIS	9,00 €
354	780010617	AMICALE DES SAPEURS POMPIERS	9,90 €
217	483554325	ASS GESTION REST INTERENTREP PANSN	15,00 €
156	339887358	GENERATIONS MOUVEMENT LES AINES RURAUX FEDERATION DE LOIRE ATLANTIQUE	15,65 €
207	751706029	CINEMA DE CHARMOILLE	16,00 €
206	775021975	GPT DEFENSE SANITAIRE DU CHER CHER	17,20 €
156	383668951	ASS SPORTIVE DE ST GERMAIN LES ARPAJON	17,40 €
206	522908011	WATISS ANES	17,52 €
156	439778069	ACTIE SERVICES	17,85 €
156	342035318	ECOLE DE MUSIQUE D ETREPAGNY	18,70 €
107	417936804	DANSE PASSION LONDAISE	19,00 €
124	810041913	GERONTOPOLE AJUVERGNE RHONE ALPES DE SAINT ETIENNE	20,12 €
111	301423737	ASS AIDE DOMICILE ACTIVITES REGROUPEES	22,17 €
354	420444499	CONNAISS HISTOR ARTIST TRADIT ENVIR LORR	23,00 €
206	409110459	AMICALE DE LA FORET DE SARRE	23,40 €
214	923299093	ACCES MEDECINE SANTE RENE LABORIE	25,00 €
155	890445315	ASSOCIATION CENTRE MEDICAL ET DENTAIRE MONCEY	25,00 €
212	894122449	ASSOCIATION CENTRE MEDICO DENTAIRE L AMIRAL	25,00 €
141	817464258	ASSOCIATION MEDICALE POUR LE DEVELOPPEMENT DU DENTAIRE ET DE LAMEDECINE SOCIAL	25,00 €
216	844467654	ASSOCIATION SPORTIVE DU LYCEE EUGENE DECOMBLE	25,00 €
140	789741188	CENTRE D ECHOGRAPHIE DU MARAIS	25,00 €
176	891158651	CENTRE DE SANTE MEDEOR	25,00 €
214	785646571	CENTRE MEDICO SOCIAL MARCEL	25,00 €
175	432976512	CTRE INTERNATIONAL RECHERCHES ANARCHISME	25,00 €
175	398667113	INSTITUT POUR L HISTOIRE DE L ALUMINIUM	25,00 €
140	913395802	IWC LILLE	25,00 €
230	405200791	LA POIRE TAPEE DE RIVARENNES	25,00 €
141	840088165	URGENCES SOINS DENTAIRES 93	25,00 €
218	352543748	LOC ADMR DU GAPENCAIS	25,50 €
176	380461251	ASS LOC ADMR VILLERSEXEL ET REG	25,86 €
176	477775274	ASS DES DIATOMISTES LANGUE FRANCAISE	26,00 €
224	509354858	LES AMIS DU VIEUX RIEZ	26,00 €
214	775641731	DES DIACONESSES	26,52 €
302	890700438	ASSOCIATION HEALTH HUB TOULOUSE TOURNEFEUILLE	27,98 €
107	382228195	ASS CULTURELLE ET SPORTIVE	28,00 €
105	401254925	CERCLE DE GENEALOGIE JUIVE	29,00 €
139	479350175	OGEC JEAN XXIII	29,03 €

En triant la répartition de subventions sur les associations par le nombre de subventions accordées trouve cette répartition :

Certaines associations multiplient les subventions comme la Croix Rouge avec ses 703 subventions, auxquelles il faudrait ajouter 4 subventions pour le CICR (autre dénomination) pour un total de 43 050 000€.

Dénomination	Montant	Nbr_Sub
CROIX ROUGE FRANCAISE	188 225 617,62 €	703,00
FJT - AMIENS LOGEMENT JEUNES - COALLIA	233 737 123,34 €	187,00
RESIDENCE SOCIALE FJT - ST BRUNO	14 811 912,16 €	181,00
SECOURS CATHOLIQUE	5 106 998,06 €	169,00
Unis-Cité Occitanie	5 073 435,59 €	160,00
GROUPE SOS SOLIDARITES	105 160 324,42 €	150,00
ASS FONDATION ETUDIANTE POUR LAVILLE	14 941 376,52 €	134,00
LAPREVENTION ROUTIERE	617 792,24 €	132,00
ASSOCIATION NATIONALE DE PREVENTION EN ALCOOLOGIE ET ADDICTOLOGIE DU CHER	2 267 421,89 €	127,00
ASSOCIATION C E F I SOLIDAIRES	364 703,92 €	104,00
La Ferme Accueil Léonie	8 257 409,40 €	99,00
AFTRAL	1 864 912,20 €	99,00
ASS D ENQUETE ET DE MEDIATION	5 827 380,12 €	96,00
CESI	1 192 602,31 €	90,00
ASSOCIATION AUREORE	115 086 001,21 €	85,00
UNION NATIONALE DU SPORT SCOLAIRE	5 021 634,06 €	82,00
ISM INTERPRETARIAT	4 518 976,64 €	82,00
ASS POUR DROIT A L INITIATIVE ECONOMIQUE	4 377 817,69 €	81,00
UNION FRANCAISE CENTRE VACANCES LOISIRS	4 237 300,81 €	79,00
ASS PARENTS ENFANTS INADAPTES	97 962,63 €	78,00
ASS GESTION RESTAU ADMINISTRATIF FINANCE	14 927 439,78 €	75,00
ECLAIREUSES ET ECLAIREURS DE FRANCE	1 807 559,00 €	72,00
FONDATION DE L ARMEE DU SALUT	89 673 809,04 €	71,00
ASS SERVICE CONTROLE JUDICIAIRE ENQUETES	12 613 546,35 €	70,00
FRANCE TERRE D ASILE	76 141 155,58 €	67,00
CAISSE DES REGLEMENTS PECUNIAIRES EFFECTUES PAR LES AVOCATS A LA COUR DE PARIS CARPA	8 415 718,19 €	64,00
MOUVEMENT DU NID	2 087 666,17 €	63,00
FRANCE HORIZON	73 171 635,95 €	62,00
ASSOCIATION FRANCAISE DE NORMALISATION	9 865 794,24 €	62,00
FONDATION JEAN MOULIN	10 875 266,06 €	59,00
FORMASUP PARIS ILE DE FRANCE	2 579 285,55 €	57,00
FONDATION NATIONALE SCIENCES POLITIQUES	77 229 270,80 €	52,00
AMICALE DU NID	16 006 761,14 €	51,00
LE LABO DES HISTOIRES PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR	869 140,48 €	50,00
AVENIR SANTE FRANCE	550 570,49 €	50,00

Par villes ou pays indiqué :

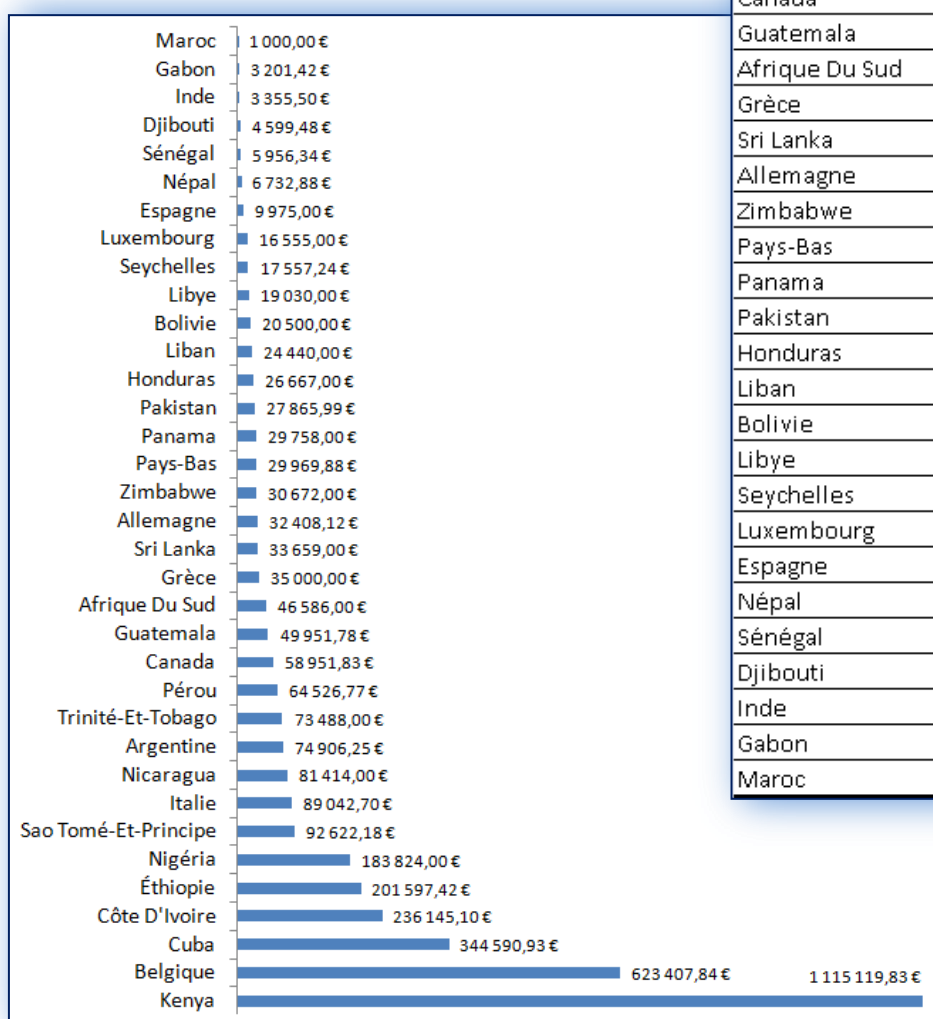
Logique de retrouver l'énorme montant de 1 004 108 432,85 € en 2 subventions affecté vers les Etats-Unis à « ASS INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT »

Ainsi que les 43 911 569,59 € en 8 subventions vers la Suisse pour la Croix Rouge.

En enlevant ces deux cumuls qui déformeraient ce graphique voilà la répartition pour les autres pays :

Pour ma part j'ai été assez étonné de cette répartition :

Pays	Cumuls	Nbr subv.
États-Unis	1 004 108 432,85 €	2
Suisse	43 911 569,59 €	8
Kenya	1 115 119,83 €	4
Belgique	623 407,84 €	12
Cuba	344 590,93 €	2
Côte D'Ivoire	236 145,10 €	4
Éthiopie	201 597,42 €	5
Nigéria	183 824,00 €	4
Sao Tomé-Et-Principe	92 622,18 €	3
Italie	89 042,70 €	7
Nicaragua	81 414,00 €	2
Argentine	74 906,25 €	2
Trinité-Et-Tobago	73 488,00 €	1
Pérou	64 526,77 €	1
Canada	58 951,83 €	2
Guatemala	49 951,78 €	2
Afrique Du Sud	46 586,00 €	3
Grèce	35 000,00 €	1
Sri Lanka	33 659,00 €	4
Allemagne	32 408,12 €	3
Zimbabwe	30 672,00 €	1
Pays-Bas	29 969,88 €	3
Panama	29 758,00 €	2
Pakistan	27 865,99 €	1
Honduras	26 667,00 €	1
Liban	24 440,00 €	3
Bolivie	20 500,00 €	2
Libye	19 030,00 €	2
Seychelles	17 557,24 €	1
Luxembourg	16 555,00 €	1
Espagne	9 975,00 €	4
Népal	6 732,88 €	2
Sénégal	5 956,34 €	2
Djibouti	4 599,48 €	1
Inde	3 355,50 €	2
Gabon	3 201,42 €	1
Maroc	1 000,00 €	1



Par villes ou arrondissements :

90 subventions ne mentionnent pas de lieux ni de code postal, j'ai du reconstituer ces lieux en partant de leur code SIREN et rechercher l'adresse leur siège social...

J'ai été surpris de voir un très grand nombre d'associations touchant au monde de l'aviation qui ne sont pas ou très mal renseignées, mais une patiente recherche à partir du SIREN a permis de reconstituer leurs adresses.

AU cours de cette fastidieuse recherche il m'a semblé que parfois des lignes se répètent : même association même montant même date, mais vu que ce document est officiel, je ne pense pas pour autant que cela soit une erreur malgré les nombreuses imprécisions constatées. Je n'imagine quand même pas que l'outil Chorus servant à recueillir ces informations n'ai pas prévu de contrôler la répétition d'une même saisie d'information.

5410 lignes ont la même date, le même montant, le même Siret pour un total de 45 117 612,58 €. Une erreur évaluable à 4,76% des lignes et 0,4% des montants.

Mais j'observe que parfois ces lignes ne sont pas affectées aux mêmes programmes comme si une subvention était coupée en deux montants égaux répartis sur deux programmes différents.

Si je tiens compte de cela je trouve encore 2 898 lignes de même date, de même montant, de même Siret et de même programme pour un total de 28 491 090,52 euros.

Exemple : la « FONDATION D AGUESSEAU » aurait touché deux fois 9 000 000 € (date non mentionnée) une fois pour « *Action sociale* » et l'autre fois pour « *Prestation de service* »

Autre exemple les « OEUVRES ORPHELINAT MUTUALISTE POLICE NAT » aurait touché deux fois 1 583 166,42 pour « *Fonctionnement* » le 28/10/2013.

Ces deux exemples ajoutent 10,5 millions probablement par erreur dans le bilan des subventions.

L'association « UNI-CITE » reçoit 27 fois 7164€ sans mention de date, seuls diffèrent les villes et encore plusieurs lignes correspondent à la même ville, ainsi 8 lignes mentionnent Paris dans le 18^e arrondissement.

L'association « C E F I SOLIDAIRES » est un cas d'école : 104 subventions sans date, même adresse, pour un total de 364 703,92€, réparties sur 9 programmes différents.

Ces manques d'informations et ces répétitions incitent donc à considérer les résultats trouvés avec une grande incertitude.

progr.	siren	Subvention	Nbr subv	Totaux
107	504307588	1 592,00 €	1	1 592,00 €
140	504307588	398,00 €	1	398,00 €
155	504307588	796,00 €	1	796,00 €
156	504307588	796,00 €	3	2 388,00 €
156	504307588	1 592,00 €	8	12 736,00 €
156	504307588	2 388,00 €	10	23 880,00 €
156	504307588	3 184,00 €	12	38 208,00 €
156	504307588	3 980,00 €	8	31 840,00 €
156	504307588	4 776,00 €	13	62 088,00 €
156	504307588	5 220,30	1	5 220,30 €
156	504307588	5 572,00 €	7	39 004,00 €
156	504307588	6 368,00 €	8	50 944,00 €
156	504307588	7 164,00	4	28 656,00 €
156	504307588	14 328,00	1	14 328,00 €
214	504307588	796,00	1	796,00 €
216	504307588	10 348,00	1	10 348,00 €
224	504307588	2 388,00	1	2 388,00 €
224	504307588	2 477,62	1	2 477,62 €
302	504307588	796,00	6	4 776,00 €
302	504307588	1 592,00	1	1 592,00 €
302	504307588	2 388,00	1	2 388,00 €
302	504307588	3 184,00	1	3 184,00 €
302	504307588	4 776,00	2	9 552,00 €
354	504307588	796,00	6	4 776,00 €
354	504307588	1 592,00	3	4 776,00 €
354	504307588	2 388,00	1	2 388,00 €
354	504307588	3 184,00	1	3 184,00 €
			104	364 703,92 €

Par villes ou arrondissements :

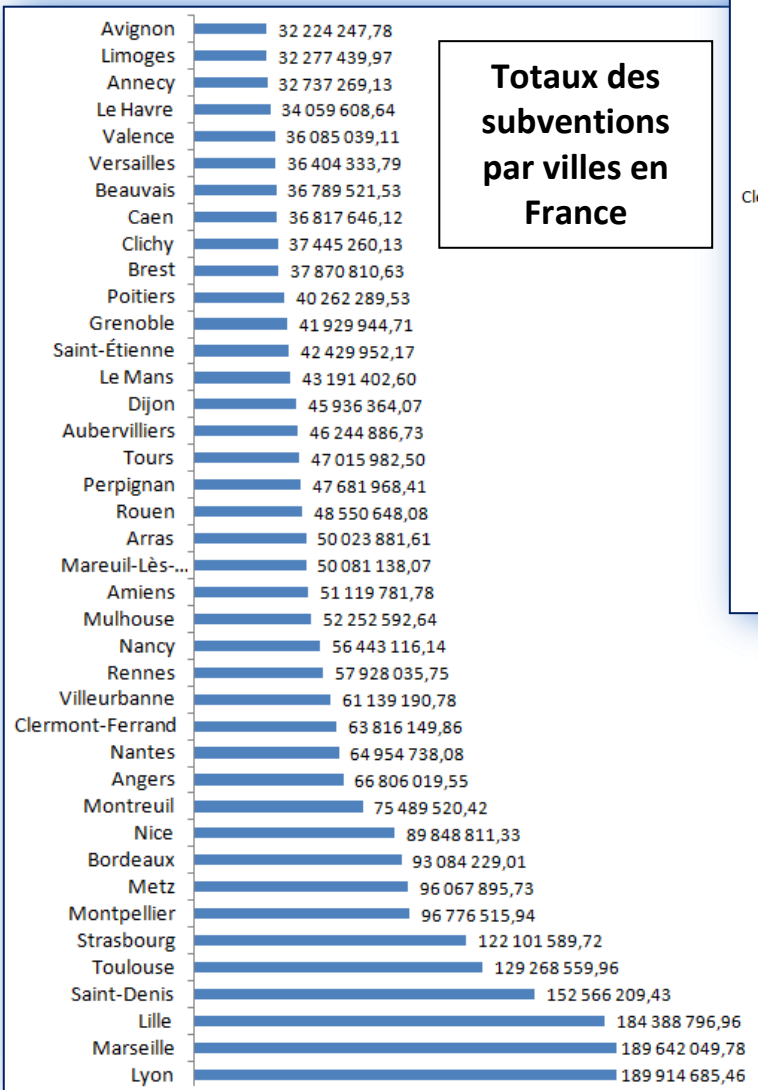
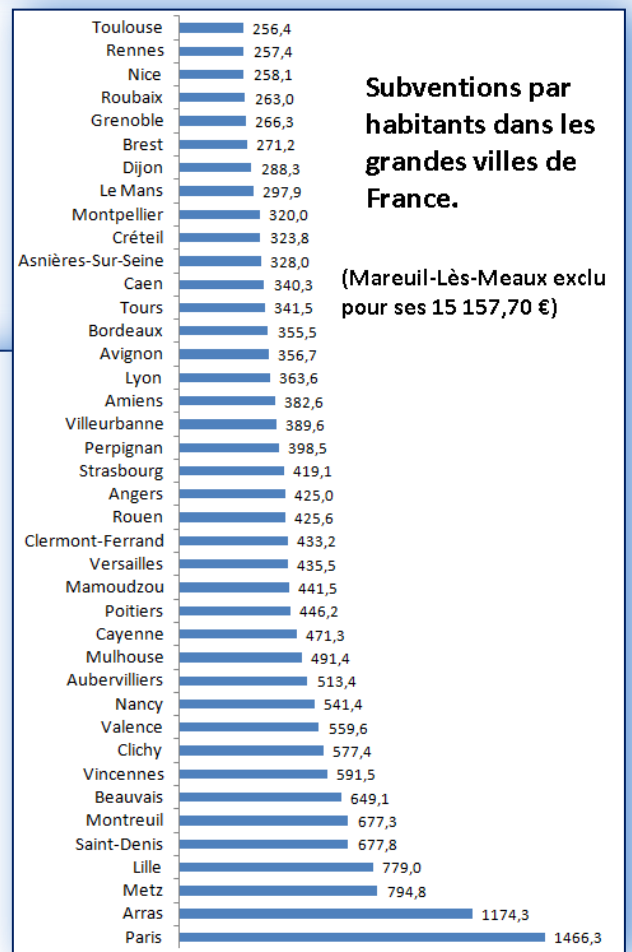
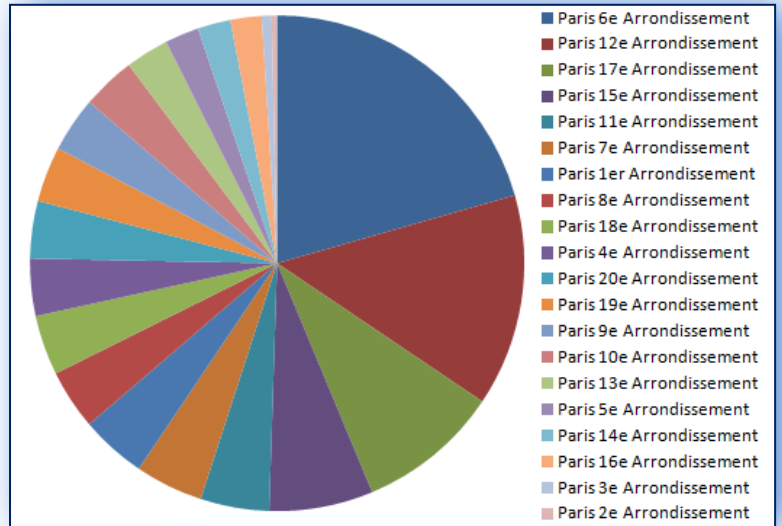
La ville de Paris récupère l'essentiel des subventions à cause notamment des sièges sociaux des grandes associations, en récupérant 26,57% de toutes les subventions, et 29,05% des subventions restant si on enlève celles qui partent vers des pays étrangers.

Voilà la répartition des montants de subventions par arrondissements de Paris.

Et voilà la répartition des montants de subventions des autres grandes villes de France.

Surprise en observant le montant des subventions par rapport au nombre d'habitants :

La ville gagnante est de loin Mareuil-Lès-Meaux avec 15157,70 par habitant, ensuite vient Paris puis Arras.



Voir qu'un habitant de Metz bénéficie de 794,8 € de subvention en moyenne alors que celui qui habite à Toulouse n'a que 256 €, montre une grande disparité de ces aides aux associations.

(Cela peut venir aussi de la possibilité d'une implantation d'un siège social d'une grosse association dans certaines villes.)

Subventions supérieures à 20 millions suivant l'activité des associations (regroupement par Siren) :

Voici les termes les plus mentionnés dans les subventions accordées à ces associations.

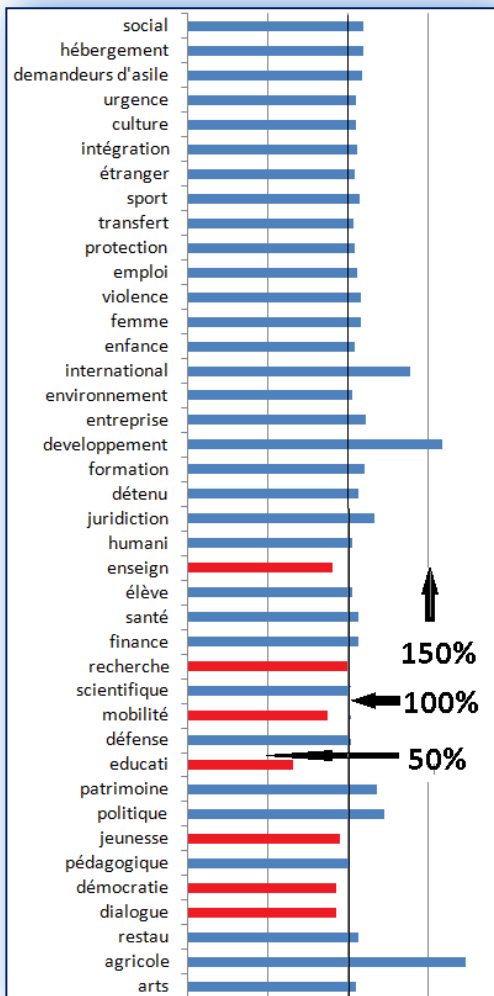
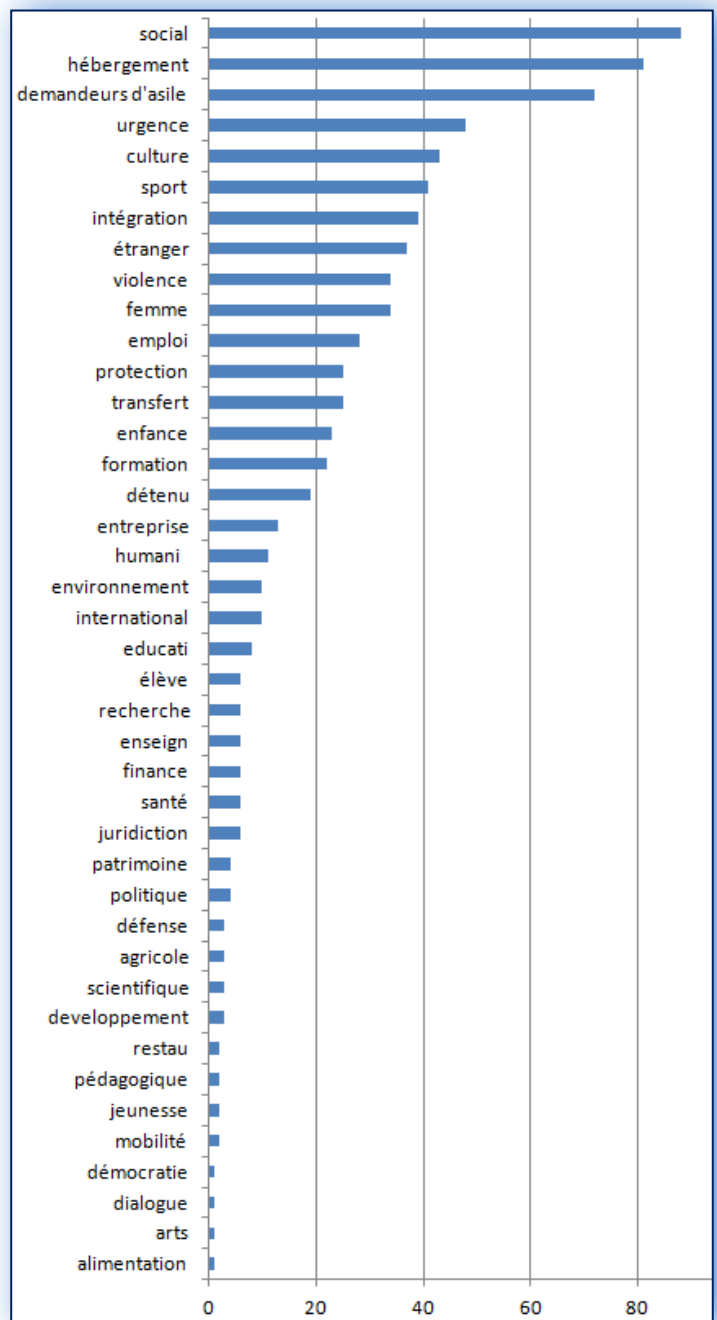
(La recherche de mot incomplet permet d'attraper ses variantes exemple « enseign » rassemble « enseignement » « enseignant » ou « enseigner »).

Nous constatons que les plus gros budgets sont affectés à la gestion de l'immigration, des demandeurs d'asile ou des SDF.

L'aide aux détenus arrive en bonne position.

Je constate une nette variation par rapport aux enquêtes précédentes sur les associations, qui plaçaient la formation en tête des subventions.

En comparant à l'année précédente avec le même mode de calcul il est possible de voir la variation des montants versés sur ces mêmes thèmes.



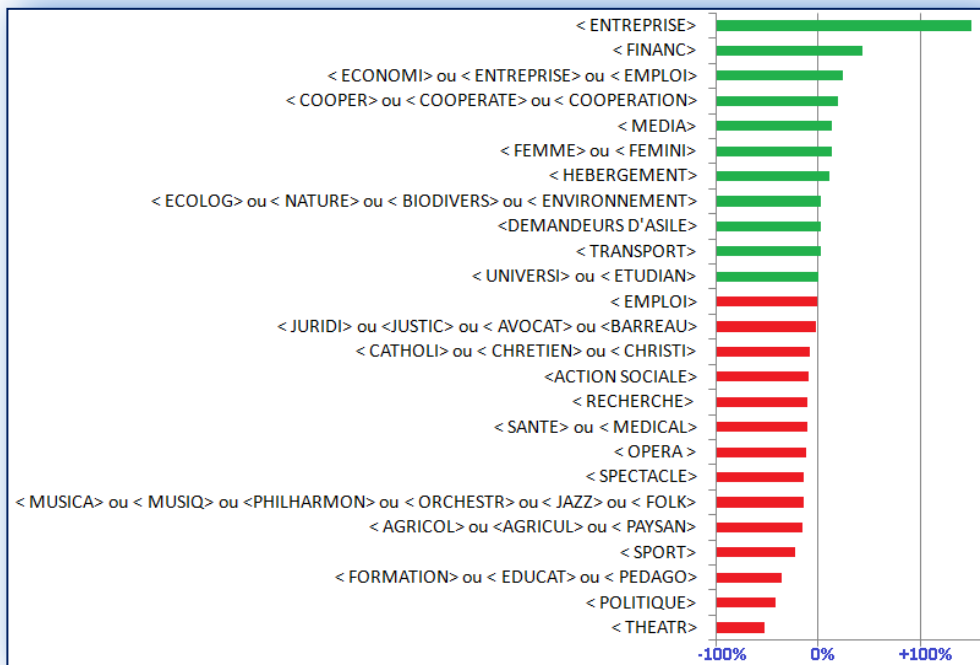
L'affaiblissement des thèmes éducatif et démocratique est net.

Observez les gagnants : Agriculture développement, international, politique, entreprises, patrimoine.

Variations des objectifs suivant quelques thèmes choisis.

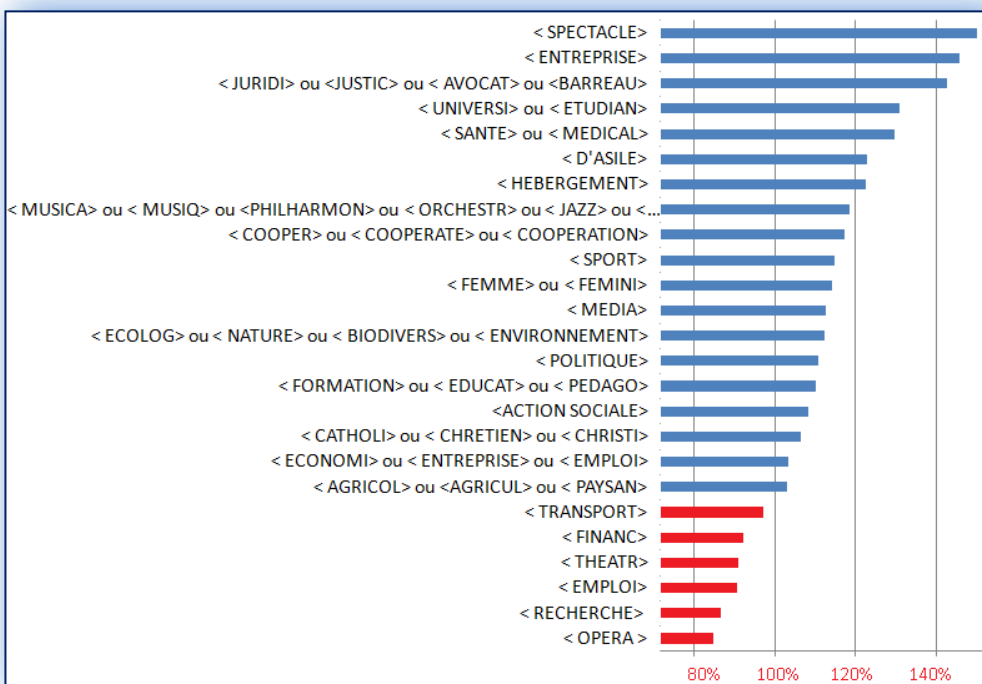
En réalisant les mêmes critères de sélection sur le fichier de 2022 et sur celui de 2023, et après correction suivant le total des sommes engagées sachant que les subventions ont nettement augmentée en 2023 pour rendre les valeurs comparables on peut évaluer le pourcentage de variation des objectifs ayant motivé ces subventions pour obtenir le graphique suivant :

Si les valeurs trouvées pour chacun de ces critères ont peu de signification car une même association peut être comptée plusieurs fois car elle répond à plusieurs de ces critères, mais vu que le même processus de calcul est appliqué sur ces deux années, la variation garde toute sa signification.



L'aide sociale femme et écologie est en nette progression, surtout l'aide ciblée vers les entreprises. Le social le culturel la santé et la culture sont défavorisées. L'orientation très économique de nos institutions est très lisible.

Nous pouvons aussi nous intéresser juste au nombre de subventions et on peut constater que si le thème spectacle perd en valeur monétaire sa répartition est très éparpillée, alors que pour le transport on a au contraire versé beaucoup plus mais sur beaucoup moins de subventions.



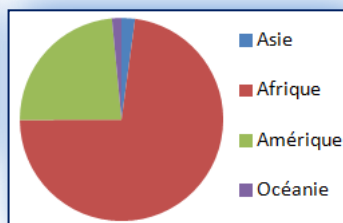
Ainsi sur ce thème les 151 498 826,04 € versés se répartissent en 72 subventions de 2 104 150,36 € en moyenne.

Les subventions sur le théâtre ont baissé de 39% en moyenne, et 34% pour le thème spectacle, 32% pour le sport alors qu'on trouve une augmentation de 98% pour le thème entreprise.

Si nous ne tenons pas compte de la ville indiquée comme adresse il est possible de voir les associations qui mentionnent un pays comme objet de travail dans leur dénomination

Par continent, le regard de la France reste concentré sur l'Afrique

Asie	41 801,60	12
Afrique	1 430 536,03	66
Amérique	462 554,42	59
Océanie	30 000,00	1



Pour trouver la répartition par pays il faut éviter des associations qui reprennent le nom de la rue ou un symbole de pays (poupée russes) ou elles sont domiciliées exemple « maison de suède » à Rennes ou dans leur dénomination exemple « ordre de Malte ».

Attention car une même association d'entraide peut mentionner plusieurs pays donc ses subventions seront comptées plusieurs fois dans le résultat. D'autre part

Voilà le résultat (tous les autres pays ne sont pas mentionnés) :

Pourquoi le Quebec est-il objet de tant d'attention, alors que le Canada n'est jamais mentionné ?

Voir des pays comme la Syrie, le Soudan ou le Yémen en tête est issu de leurs mentions dans plusieurs grosses ONG.

Les chiffres de l'Arménie comme celui de Cuba par contre viennent d'associations liées à ce pays.

L'Uruguay est financé pour une école.

Le Magreb bien placé semble encore très lié à la France.

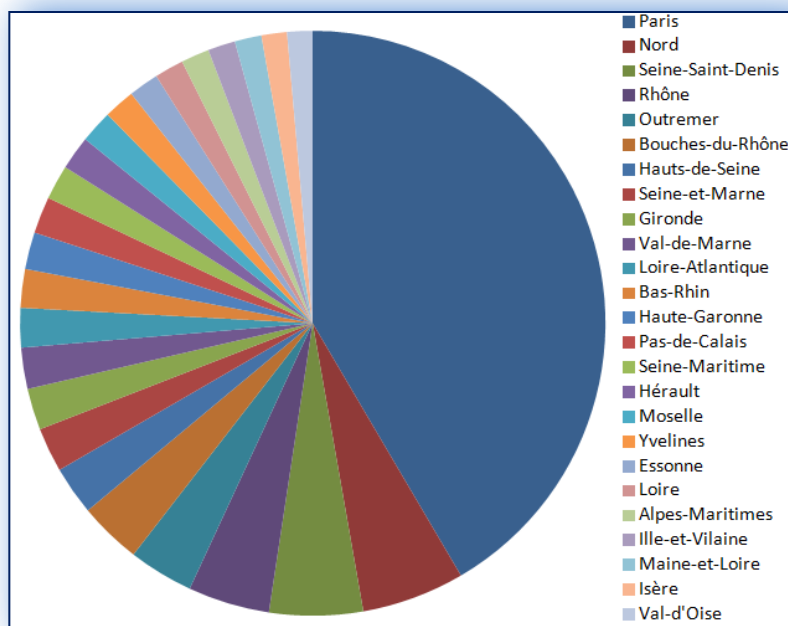
< QUEBEC >	2 250 860,00 €	4
< SYRIE >	1 554 000,00 €	3
< SOUDAN >	1 020 000,00 €	2
< YEMEN >	700 000,00 €	1
< MALI >	577 043,00 €	22
< ARMENIE >	515 617,87 €	14
< MAROC > ou < MAROQU >	448 697,00 €	22
< CUBA >	442 866,40 €	4
< SENEGAL >	434 634,74 €	11
< URUGUAY >	300 000,00 €	1
< ARGENTINE >	269 481,25 €	8
< GHANA >	240 000,00 €	1
< CHINE > ou < CHINOIS >	218 183,21 €	17
< LAOS >	171 164,00 €	3
< ALGERIE >	160 223,50 €	19
< TOGO >	149 100,00 €	3
< ITALIE >	139 929,90 €	8
< GRENAD >	132 000,00 €	7
< PEROU >	125 632,00 €	4
< BELGIQUE >	105 181,81 €	1
< MADAGASC > ou < MALGACH >	99 934,00 €	2
< COMORES >	92 344,00 €	7
< ALLEMAGNE >	87 595,87 €	17
< LIBAN >	79 184,00 €	5
< ETATS UNIS >	63 420,00 €	2
< TUNISIE >	60 390,00 €	5
< PALESTINE >	50 000,00 €	1
< VIETNAM >	48 925,10 €	4
< ESPAGNE >	46 876,00 €	8
< ISRAEL >	42 298,70 €	3
< JORDANIE >	33 000,00 €	1
< EQUATEUR >	30 000,00 €	1
< IRAN >	26 595,03 €	6
< BRESIL >	20 300,00 €	4
< NIGER >	20 000,00 €	1
< SEYCHELLES >	17 557,24 €	1
< LUXEMBOURG >	16 637,71 €	3
< BENIN >	16 090,00 €	3
< SUISSE > ou < HELVET >	16 037,08 €	5
< ROYAUME UNI > ou < ANGLETERRE >	15 000,00 €	2
< ETHIOPIE >	14 000,00 €	1
< COREE >	13 600,00 €	3
< ROUMANIE >	10 666,00 €	3
< JAPON >	10 178,15 €	2
< RWANDA >	10 174,90 €	2
< ARABIE SAOUDITE >	10 000,00 €	1
< POLOGNE > ou < POLONAI >	7 336,00 €	3
< RUSSIE >	7 000,00 €	3
< CONGO >	6 500,00 €	4
< INDE >	6 000,00 €	1
< ANGOLA >	5 500,00 €	2
< TCHAD >	5 000,00 €	1
< ALBANIE >	4 500,00 €	1
< MEXIQUE >	4 300,00 €	1
< KAZAKHSTAN >	4 000,00 €	1
< MADRID >	4 000,00 €	1
< CAMBODGE >	3 500,00 €	1
< BANGLADESH >	3 000,00 €	1
< OMAN >	3 000,00 €	1
< CHILI >	1 500,00 €	1
< MAURITANIE >	1 500,00 €	1
< ETATS UNIS >	1 500,00 €	1
< BELARUS >	1 000,00 €	1
< IRLANDE >	1 000,00 €	1
< PORTUGAL >	1 000,00 €	1

Bilan par départements

Paris à lui seul rafle près de la moitié des subventions, la centralisation en France est évidente, mais cela s'explique car les sièges sociaux des grosses associations sont souvent parisiens.

L'outremer profite aussi de la générosité.

En queue de tableau on trouve :
Cantal, Territoire de Belfort, Haute Corse
Lozère, Corse du sud, Hautes-Alpes et la Creuse très peu peuplée a le plus faible montant.



Les subventions étant apparemment proportionnelles au nombre d'habitants, j'ai regardé leur montant par habitant pour chaque département : Paris se trouve à 1 466 €/hts mais ce chiffre n'a pas de sens il est dû à la présence des sièges sociaux. Par contre voir que les habitants sont subventionnés à 233 €/hts en Seine saint Denis pour tomber à 67,2 €/hts dans l'Yonne montre une grande injustice dans la répartition des dons. La moyenne sur toute la France est de 158,63 €/hts.

Voilà les données chiffrées par département, triées par montant du volume financier avec mention du nombre de lignes de subventions et sur l'autre tableau le taux de subvention par rapport au nombre d'habitants de chaque département.

Départements	Subventions	Nbr
Paris	3 127 736 687,11 €	10782
Nord	428 420 222,24 €	3433
Seine-Saint-Denis	390 049 681,16 €	3083
Rhône	340 015 149,40 €	3130
Outremer	270 417 963,94 €	5288
Bouches-du-Rhône	260 346 230,73 €	3871
Hauts-de-Seine	202 694 166,37 €	1742
Seine-et-Marne	184 435 481,08 €	1016
Gironde	172 578 889,45 €	2558
Val-de-Marne	171 234 545,22 €	1614
Loire-Atlantique	163 589 848,04 €	2246
Bas-Rhin	160 297 884,92 €	1703
Haute-Garonne	153 464 195,49 €	2421
Pas-de-Calais	152 643 845,82 €	1524
Seine-Maritime	143 718 854,01 €	1558
Hérault	140 756 354,42 €	2135
Moselle	136 124 579,94 €	1200
Yvelines	129 579 489,16 €	1155
Essonne	125 127 420,82 €	1243
Loire	121 762 512,11 €	1228
Alpes-Maritimes	117 546 840,88 €	1277
Ille-et-Vilaine	114 098 914,15 €	2007
Maine-et-Loire	111 542 571,61 €	1231
Isère	106 498 698,94 €	1666
Val-d'Oise	105 758 029,56 €	1061
Morbihan	91 025 868,01 €	1086
Meurthe-et-Mose	89 414 876,12 €	1446
Gard	85 619 431,48 €	1363
Finistère	85 328 856,19 €	1338
Puy-de-Dôme	85 113 363,30 €	1182
Calvados	82 755 098,49 €	1264
Oise	80 409 187,71 €	1039
Var	80 231 361,83 €	1190
Pyrénées-Atlantiq	77 060 552,43 €	1223
Haut-Rhin	76 719 994,80 €	955
Loiret	71 823 463,50 €	1045
Charente-Maritim	70 621 608,97 €	990
Drôme	69 168 570,53 €	866
Marne	69 103 960,42 €	905
Somme	68 743 007,65 €	1011
Haute-Savoie	68 619 571,28 €	784
Vendée	66 338 115,13 €	703
Doubs	65 514 564,02 €	1186
Côte-d'Or	64 735 123,67 €	1218
Indre-et-Loire	63 065 562,03 €	975
Sarthe	62 301 882,63 €	870
Vienne	58 556 029,88 €	1052
Ain	56 378 914,09 €	632
Vaucluse	56 226 479,06 €	1018
Pyrénées-Oriental	55 069 695,65 €	750
Côtes-d'Armor	53 959 920,44 €	951
Aisne	52 778 989,54 €	717
Eure	50 820 278,58 €	603
Saône-et-Loire	47 558 935,88 €	752
Allier	42 745 477,76 €	679
Dordogne	41 243 162,60 €	725
Savoie	40 185 518,00 €	650
Haute-Vienne	39 697 097,82 €	868
Manche	39 268 241,56 €	620
Lot-et-Garonne	36 858 067,84 €	669
Vosges	36 459 272,18 €	600
Aude	36 203 486,14 €	688
Aube	35 693 057,29 €	527
Landes	35 192 888,07 €	732
Tarn	35 009 661,82 €	681
Orne	34 982 357,15 €	565
Charente	33 892 284,52 €	643
Mayenne	33 597 977,76 €	556
Eure-et-Loir	31 304 357,03 €	570
Hauts-Pyrénées	31 129 003,54 €	499
Loir-et-Cher	30 895 748,14 €	644
Deux-Sèvres	30 832 006,74 €	651
Ardèche	29 890 341,89 €	582
Cher	29 631 162,39 €	560
Ardennes	29 356 103,82 €	485
Tarn-et-Garonne	28 477 436,52 €	525
Aveyron	28 430 900,92 €	606
Meuse	25 875 509,83 €	453
Nièvre	25 296 716,08 €	576
Jura	24 975 024,58 €	513
Haute-Loire	24 696 986,11 €	498
Haute-Saône	23 506 495,83 €	424
Yonne	22 406 635,23 €	598
Indre	21 691 048,52 €	543
Corrèze	20 078 940,30 €	635
Gers	19 334 801,20 €	548
Lot	18 249 888,46 €	349
Haute-Marne	18 240 671,06 €	413
Alpes-de-Haute-P	17 002 841,10 €	499
Ariège	15 870 155,90 €	531
Cantal	15 662 398,56 €	349
Territoire de Belfc	13 305 130,72 €	255
Haute Corse	13 294 614,32 €	482
Lozère	12 772 505,51 €	385
Corse du sud	11 453 511,24 €	387
Hauts-Alpes	11 231 618,73 €	487
Creuse	11 194 909,05 €	430

Département	Montant par habitants
Paris	1 466,3
Seine-Saint-Denis	233,7
Rhône	179,6
Lozère	166,9
Nord	164,1
Loire	158,3
Meuse	142,2
Outremer	142,1
Bas-Rhin	139,1
Maine-et-Loire	135,2
Hauts-Pyrénées	134,8
Vienne	133,3
Drôme	133,2
Moselle	129,6
Puy-de-Dôme	128,5
Seine-et-Marne	128,2
Allier	127,6
Bouches-du-Rhône	126,6
Orne	126,3
Nièvre	125,0
Hauts-de-Seine	123,9
Marne	122,2
Meurthe-et-Moselle	122,1
Somme	121,4
Val-de-Marne	121,0
Côte-d'Or	120,9
Doubs	119,7
Morbihan	118,4
Calvados	118,1
Hérault	117,1
Aube	114,6
Seine-Maritime	114,4
Gard	113,2
Pyrénées-Orientales	113,0
Loire-Atlantique	112,2
Lot-et-Garonne	111,3
Pyrénées-Atlantiques	111,2
Sarthe	110,1
Mayenne	109,8
Ardennes	109,2
Haute-Loire	108,7
Cantal	108,6
Tarn-et-Garonne	108,1
Haute-Garonne	107,0
Haute-Vienne	106,8
Charente-Maritime	106,8
Haute-Marne	106,6
Alpes-Maritimes	106,5
Loiret	104,9
Pas-de-Calais	104,4
Lot	104,3
Gironde	104,3
Ille-et-Vilaine	103,9
Indre-et-Loire	103,0
Ariège	102,7
Alpes-de-Haute-Prover	102,4
Aveyron	101,7
Vosges	101,1
Gers	100,5
Haute-Saône	100,3
Aisne	100,1
Haut-Rhin	100,0
Indre	99,9
Dordogne	99,7
Vaucluse	99,6
Cher	98,9
Oise	97,0
Creuse	96,8
Charente	96,6
Jura	96,6
Aude	96,3
Territoire de Belfort	95,3
Essonne	95,2
Vendée	94,8
Loir-et-Cher	94,0
Finistère	92,6
Savoie	90,8
Ardèche	90,2
Côtes-d'Armor	89,1
Yvelines	89,0
Tarn	89,0
Saône-et-Loire	86,6
Ain	85,0
Eure	84,9
Val-d'Oise	84,2
Corrèze	83,7
Landes	83,2
Isère	82,9
Deux-Sèvres	82,3
Haute-Savoie	81,5
Hauts-Alpes	79,7
Manche	79,2
Var	73,2
Eure-et-Loir	72,6
Haute Corse	72,0
Corse du sud	70,3
Yonne	67,2

Analyses par Objets :

Voici les résultats par objet triés par nombre de subventions puis par cumul des montants versés :

L'argument « prestation de service » dont le sens et relativement anonyme est de loin la cause la plus invoquée des subventions.

le FDVA (Fonds pour le développement de la vie associative) qui finance le fonctionnement ou les projets innovants des associations arrive en seconde position par le nombre de subventions.

Les trois premiers objets représentent 42% des arguments invoqués

Par contre en montants versés, les demandeurs d'asile sont de très loin en tête mentionnés dans trois des objets les plus subventionnés, mais cette mention est aussi présente en nombre de subventions.

Voir l'énorme montant dédié aux écoles privées souvent confessionnelles me semble peu cohérent avec la laïcité.

Objet déclaré	Cumul subventions	Nombre
prestation de service	399 939 098,97 €	24588
fonct et innov fdva /	35 223 197,00 €	14766
dispositif d'insertion sociale par le sport, la culture ou l'éducation	146 130 321,87 €	8324
action sociale sans hébergement	684 483 645,39 €	3376
bourses scolaires	95 680 891,07 €	3182
développement du spectacle vivant	46 867 165,93 €	2727
subvention de fonctionnement de l'enseignement privé sous contrat	711 783 120,43 €	2574
animation sociale des quartiers	48 909 590,77 €	2379
soutien d'un projet culturel	34 009 892,69 €	1990
forjep jeunes	13 474 891,00 €	1973
soutien aux institutions et lieux de création et de diffusion en matière de spectacle viva	169 330 998,01 €	1616
soutien à une action en faveur des droits des femmes et contre la violence faite aux ferr	54 607 356,17 €	1496
forjep jep	10 777 906,50 €	1266
actions pour l'intégration des étrangers primo-arrivants dont les réfugiés	40 675 367,37 €	1245
snu /	28 697 884,59 €	1220
soutien aux artistes et équipes artistiques	62 868 155,91 €	1038
insertion sociale et dans l'emploi	21 180 879,10 €	1030
hébergement d'urgence des demandeurs d'asile	1 393 711 161,91 €	946
formation bénév fdva /	3 685 339,16 €	906
action sociale sans hébergement des demandeurs d'asile	554 330 628,47 €	892
prévention routière	3 622 378,34 €	863
protection de l'enfance	280 604 013,95 €	791
appel à projet déconcentré	6 668 310,00 €	765
accueil des jeunes 16-25 ans : emploi, santé, formation, accompagnement social	535 843 513,94 €	727
action sociale	279 123 428,48 €	713

Objet déclaré	Cumul subventions	Nombre
hébergement d'urgence des demandeurs d'asile	1 393 711 161,91 €	946
dépenses de participations financières	1 004 021 932,85 €	1
hébergement des demandeurs d'asile	775 060 967,10 €	550
subvention de fonctionnement de l'enseignement privé sous contrat	711 783 120,43 €	2574
action sociale sans hébergement	684 483 645,39 €	3376
dotation des barreaux (hors celui de nouméa) pour la rétribution des avocats intervenar	596 908 638,00 €	1
action sociale sans hébergement des demandeurs d'asile	554 330 628,47 €	892
accueil des jeunes 16-25 ans : emploi, santé, formation, accompagnement social	535 843 513,94 €	727
prestation de service	399 939 098,97 €	24588
subvention de fonctionnement (application de l'article l. 813-8 du code rural et de la pêc	378 361 498,39 €	597
transfert aux entreprises par l'intermédiaire de l'association	310 575 819,17 €	259
protection de l'enfance	280 604 013,95 €	791
action sociale	279 123 428,48 €	713
fonctionnement des tutelle	182 503 014,59 €	129
action humanitaire et de stabilisation	170 440 512,30 €	41
soutien aux institutions et lieux de création et de diffusion en matière de spectacle viva	169 330 998,01 €	1616
action en faveur de la mobilité	165 749 410,73 €	43
hébergement social	149 546 812,59 €	546
dispositif d'insertion sociale par le sport, la culture ou l'éducation	146 130 321,87 €	8324
subventions pour charges de service public	119 197 129,93 €	95
soutien à la recherche universitaire	101 664 309,00 €	163

Les deux grosses subventions pour L'Association Internationale de développement et celle pour les avocats sont uniques. Les prestations de services si souvent invoquées représentent près de 400 millions.

Il faudrait préciser ce que signifie « transfert ... par l'intermédiaire de l'association »

- aux entreprises
- aux collectivités
- aux ménages

Est-ce une façon de donner de l'argent à des destinataires ?

Associations	Subventions	Nbr
<TRANSFERT>et<ENTREPRISES>	310 575 819,17 €	259
<TRANSFERT>et<MENAGES>	35 320 650,00 €	399
<TRANSFERT>et<COLLECTIVITES>	7 017 380,83 €	532
<TRANSFERT>	352 913 850,00 €	1190

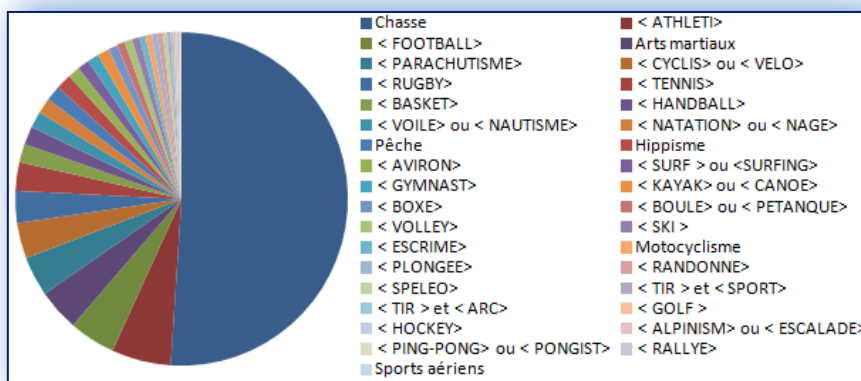
LES SPORTS

Lors d'une recherche à partir de la liste des sports en regroupant certains d'entre eux donne un énorme résultat pour la chasse, sauf que ce mot est utilisé dans un tout autre sens, soit un nom de lieu « chasse sur rhône », soit une expression genre « chasse à la réussite », soit un terme militaire « chasse aérienne » etc... D'où une formule complexe pour tenter d'isoler les seuls chasseurs de gibier :

(< CHASSE > pas < CHASSE SUR RHONE > pas < AVIATION DE CHASSE > pas < CHASSE A LA REUSSITE >) ou (< CHASSEUR > pas < REGIMENT CHASSEUR >) ou < CYNETET >

Cette confusion est aussi possible pour d'autres sports mais je pense que les comparaisons sur la relativité des résultats n'en sont pas trop affectés.

Pourtant même avec toutes les précautions techniques prises, le montant accordé aux chasseurs et énorme, à lui seul il absorbe 51,6 % de toutes les subventions aux sports d'après ce calcul, mais sachant qu'une même association s'occupe de plusieurs sport donc leurs subventions sont comptées plusieurs fois dans ce tableau, alors les chiffres des autres sports s'en trouvent gonflés donc la répartition réelle pour la chasse doit être encore bien plus grande !



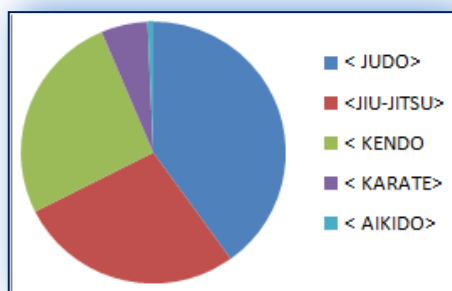
Associations	Subventions	Nbr
Chasse	26 797 581,54 €	214
< ATHLETI >	3 035 470,54 €	281
< FOOTBALL >	2 368 555,10 €	389
Arts martiaux	2 135 372,25 €	438
< PARACHUTISME >	2 013 324,28 €	34
< CYCLIS > ou < VELO >	1 804 587,93 €	339
< RUGBY >	1 617 610,23 €	286
< TENNIS >	1 444 313,15 €	550
< BASKET >	942 339,93 €	273
< HANDBALL >	921 898,73 €	197
< VOILE > ou < NAUTISME >	835 623,96 €	101
< NATATION > ou < NAGE >	786 466,33 €	126
Pêche	784 219,86 €	82
Hippisme	777 709,25 €	58
< AVIRON >	618 785,86 €	91
< SURF > ou < SURFING >	596 430,00 €	24
< GYMNAST >	591 470,50 €	208
< KAYAK > ou < CANOE >	589 375,64 €	171
< BOXE >	483 126,50 €	115
< BOULE > ou < PETANQUE >	409 672,62 €	91
< VOLLEY >	401 337,40 €	84
< SKI >	383 775,63 €	73
< ESCRIME >	318 677,46 €	95
Motocyclisme	313 072,27 €	110
< PLONGEE >	293 811,03 €	60
< RANDONNE >	272 544,14 €	65
< SPELEO >	218 634,84 €	69
< TIR > et < SPORT >	166 947,66 €	87
< TIR > et < ARC >	159 876,40 €	27
< GOLF >	133 094,65 €	50
< HOCKEY >	126 685,14 €	44
< ALPINISM > ou < ESCALADE >	82 458,46 €	39
< PING-PONG > ou < PONGIST >	35 160,00 €	14
Sports aériens	16 325,00 €	7
< RALLYE >	7 455,50 €	3

Sachant que pour la saison de chasse 2022-2023, 963 571 chasseurs ont pris leur validation du permis de chasser, cela représente 27,81€ par chasseur.

Voilà les répartitions trouvées pour les autres sports :

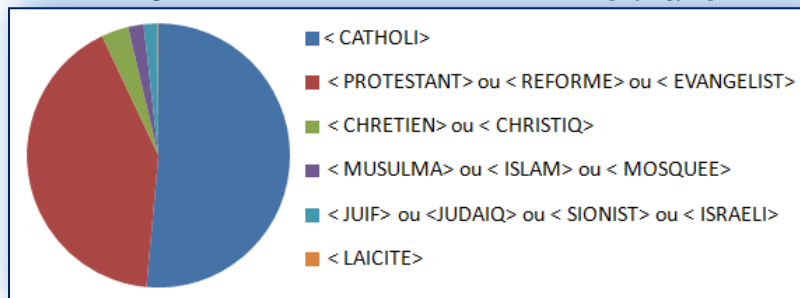
J'ai été assez surpris de trouver athlétisme si haut placée. De même pour le parachutisme.

Juste par curiosité quels sont les arts martiaux à la mode selon les subvention reçues ? Voilà le résultat :



LES RELIGIONS

Les religions chrétiennes raflent toutes les subventions (surtout avec les grands organismes de formation privés ou leurs actions humanitaires).



Ainsi la recherche

< CHRETIEN> ou < CATHOL> ou < OGEC> ou < FORMIRIS> ou < PROTESTANT> ou < REFORME> ou < EVANGELIST> ou < CHRISTIQ> donne 623 570 367,93 € en 4477 subventions et encore ce calcul n'inclue pas des organismes se revendiquant catholiques tels que :

- OGEC 349 718 217,53 € (organisme de gestion de l'enseignement catholique)
- FORMIRIS 53 525 426,85 € (Fédération des associations pour la formation et la promotion professionnelle dans l'Enseignement catholique)
- L'Armée du Salut 89 673 809,04 €
- Emmaus 1 743 388,26 €
- Caritas 68 422 840,22 €
- CICR 43 050 000,00€

Bien que je ne puisse pas vérifier toutes les associations qui ne mentionnent pas leur religion dans leur dénomination j'arrive déjà avec ces données à trouver près de 10% de toutes les subventions données aux organismes chrétiens. La loi pourtant indique clairement que la République française ne subventionne aucun culte.

Il est évident que la religion musulmane ne trouve manifestement toujours pas sa place, bouddhisme orthodoxie, franc-maçonnerie et non croyants sont quasiment ignorés. La laïcité est très peu subventionnée.

Aucune association de défend officiellement l'athéisme.

(La Franc-maçonnerie ne touche officiellement qu'une seule subvention pour un musée).

Associations	Subventions	Nbr
< CATHOLI>	113 859 217,86 €	798
< PROTESTANT>	91 201 890,09 €	158
< CHRETIEN> ou < CHRISTIQ>	7 427 175,64 €	120
< MUSULMA> ou < ISLAM> ou < MOSQUEE>	4 286 676,97 €	54
< JUIF> ou < JUDAIQ> ou < ISRAELI>	3 679 385,01 €	52
< EGLISE REFORMEE>	395 998,21 €	5
< LAICITE>	308 235,00 €	24
< BOUDD>	105 792,90 €	2
< ORTHODOX>	40 384,67 €	2
< FRANC MACONNERIE>	22 600,00 €	1
< ATHEE> ou < ATHEISM> ou < AGNOSTI>	0,00 €	0

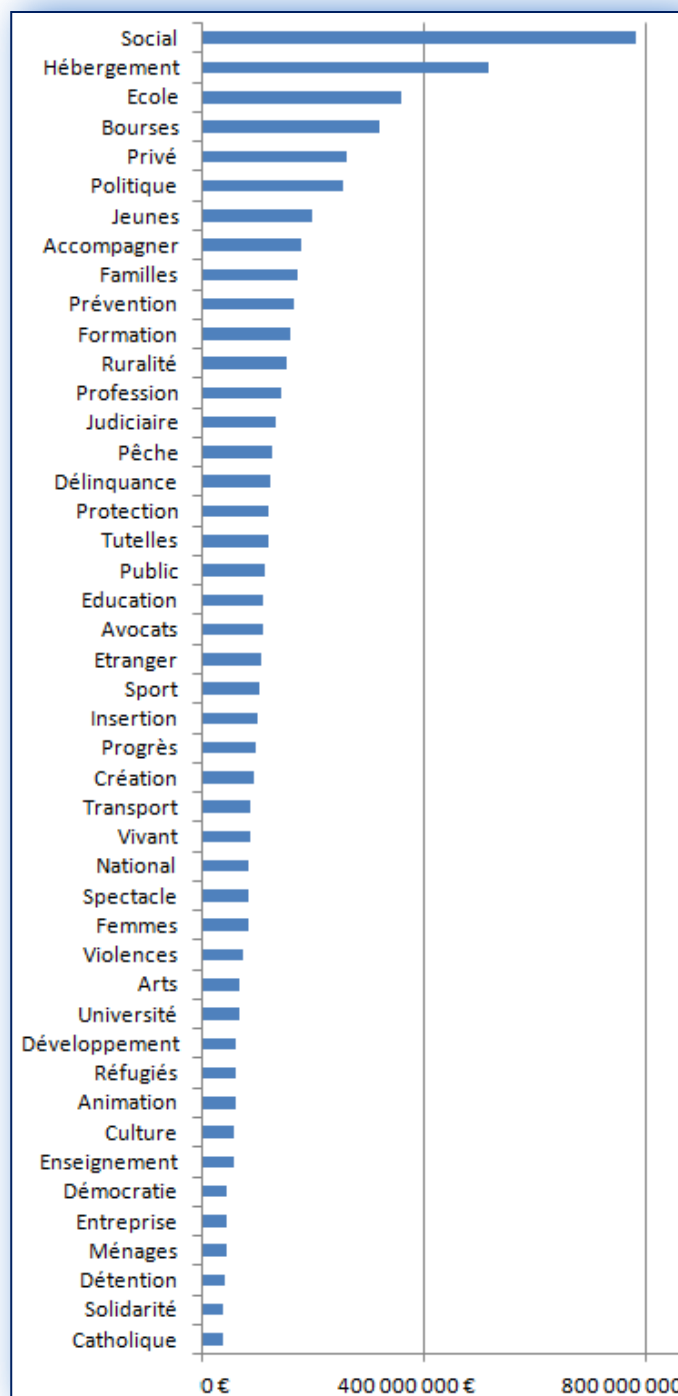
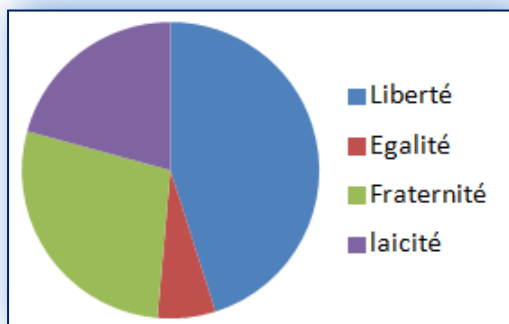
L'état finance en plus les écoles privées ou les centres de formation en plus par la défiscalisation des dons à 75% dans la limite de 50 000 €. Or les 12 500 établissements privés reçoivent environ 2 200 000 élèves, soit 17% de la totalité des effectifs scolarisés en France. En supposant un don moyen de 1 000 € c'est plus de 1,65 milliard pris sur les ressources de l'état pour l'enseignement privé en plus des subventions décrites ici !

Analyses suivant différents critères

Méthodologie : En prenant tous les mots exprimés dans le nom de l'association et l'objet de sa subvention, puis en les regroupant par thème (Mots conjugués ou exprimant le même sens) le programme recherche le nombre et le montant des subventions utilisant ces thèmes.

Il faut noter qu'une même subvention peut mentionner plusieurs de ces thèmes. L'intérêt est donc plus dans les écarts des thèmes entre eux que dans les montants impliqués

Bilan des thèmes les plus subventionnés :



Travail en cours non terminé... La suite : analyse détaillée sur différents thèmes pourrait être ajoutée plus tard si quelqu'un me le demande, mais qui aura le courage de lire cela ?